

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

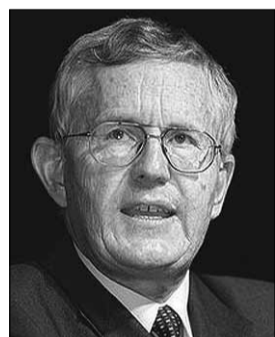
L'«Année du travail de la milice»

## Le principe de la milice permet de garder les pieds sur terre

par Kaspar Villiger\*

«Tout homme d'affaires et tout syndicaliste qui, dans sa lutte pour son existence économique, ressent quotidiennement la structure de l'Etat dans son propre corps, en sait plus sur la politique que celui pour qui l'Etat n'est qu'une caisse dont, en vertu d'un brevet éducatif, il reçoit un revenu professionnel garanti qui lui assure une pension viable.»

Max Weber, 1917



Ancien Conseiller fédéral Kaspar Villiger (photo wikipedia)

Dans ses écrits, Karl Schmid a minutieusement théorisé ce qui distingue fondamentalement la culture politique suisse de celle d'autres Etats européens: c'est la renonciation fondamentale de la délégation de la chose publique à une caste militaire ou politique. Les citoyens

eux-mêmes s'occupent des préoccupations des communautés. Mais là où chacun a son mot à dire, il faut des règles de prise de décision, des compromis, un respect mutuel et des mécanismes de résolution pacifique des conflits.

Les mécanismes complexes de notre système politique d'aujourd'hui – le fédéralisme, les communautés rurales, les assemblées communales, les référendums et initiatives, la concordance et le principe de la milice, avaient déjà commencé à émerger dans les assemblées locales des Waldstätten, à l'époque de la fondation de la Confédération suisse. Et ce système représente un succès sans précédent. Aujourd'hui, ses deux piliers qui sont la démocratie directe et la milice, font face à différents défis. Alors que la démocratie directe s'épanouit avec d'innombrables référendums et initiatives et pourrait tout au plus conduire à l'effondrement du système par une utilisation excessive, le système de milice, lui, est sous pression.

### La réalité de la vie et la politique

Par travail de milice, nous entendons tout ce qui est entrepris par les citoyens suisses dans l'intérêt de la collectivité, à tous les niveaux de l'administration, à temps partiel et pour une rémunération modique, que ce soit dans les parlements et les organes exécutifs ou dans les innombrables organes proches de l'Etat, tels que les commissions scolaires, les commissions de vérifications des comptes, les corps de pompiers, les comités de gestion ou d'experts. Les points forts de ce système sont évidents. Par exemple, ils favorisent l'importante interaction entre la société civile et l'Etat. Ceux qui passent trop de temps sous les coupes parlementaires se retrouvent dans une sorte de bulle qui, avec le temps, commence à déformer leur perception de la réalité à l'extérieur de la coupole. La responsabilité dans la profession, les contacts au travail ou la participation à des associations permettent aux politiciens de garder les pieds sur terre en leur inculquant constamment la



L'Assemblée fédérale dans la salle du Conseil national. (photo keystone)

réalité de la vie. Inversement, le dialogue quotidien dans l'environnement professionnel favorise également la compréhension de la politique. Les deux favorisent la confiance, et la confiance est la base de tout Etat qui réussit.

Il est particulièrement important que l'expérience de vie, mais aussi les connaissances acquises au travail et dans la société soient intégrées dans les prises de décisions politiques. Comme le disait, à son époque, le conseiller d'Etat lucernois Werner Kurzmeyer, quiconque veut être membre du Parlement fédéral à Berne, doit apporter un sac à dos bien rempli (d'expériences) et n'est pas sensé aller le remplir à Berne. Je crains qu'il y ait déjà trop de personnes à Berne qui ont choisi la seconde option.

Il est également important que la réélection ne constitue pas une menace existentielle pour le véritable parlementaire de la milice. Cela le rend plus indépendant et moins exposé à l'opportunisme pur et dur. La concentration compréhensible du politicien professionnel sur sa réélection entrera maintes fois, consciemment ou inconsciemment, en conflit avec son devoir envers le bien commun.

Je crois également que le travail conjoint de personnes appartenant à différents groupes sociaux dans les fonctions de la milice favorise la compréhension mutuelle et donc la cohésion nationale. Cela est d'autant plus important que d'autres organisations de promotion de la cohésion ont perdu de l'importance, telles que les églises en raison de la perte de membres, les écoles publiques en raison de l'importance croissante des écoles privées ou l'armée en raison de l'abandon de facto du service militaire obligatoire.

Etant donné les défis auxquels est confronté le principe de la milice, il est légitime de se demander si le Parlement de milice est toujours vivant, du moins au niveau fédéral. On ne peut nier que l'individualisme, l'égoïsme et l'hédonisme s'intensifient dans notre société. En même temps, l'Etat est de plus en plus considéré comme une sorte de magasin libre-service qui est censé résoudre tous nos problèmes, mais malheur à lui s'il attend quelque chose de nous. Il est également évident que le prestige des fonctions publiques, qui indemnisaient les fonctionnaires de manière immatérielle, a considérablement diminué. Les membres

de l'exécutif, en particulier, font souvent l'objet d'une critique féroce et permanente, ce qui ôte tout simplement le désir de nombreux talents de se rendre disponibles pour des postes de direction. Il n'est donc pas surprenant qu'il soit devenu plus difficile de recruter suffisamment de personnes réellement capables pour des fonctions de milice exigeantes.

### Comment faciliter le travail des milices?

En dépit de ces défis considérables, nous ne devrions pas nous engager dans la voie ostensiblement la plus simple de la professionnalisation des fonctions publiques. Nous avons besoin des agriculteurs, des pharmaciens, des syndicalistes, des médecins, des employés ou des entrepreneurs eux-mêmes sur le front politique, et non de leurs représentants, purement intellectuels et orateurs. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions éviter la formation d'une classe politique de plus en plus éloignée du peuple. Cela se justifie aussi parce qu'il est juste de dire que nos Parlements de milice n'ont pas à craindre la comparaison avec les Parlements étrangers.

La question se pose maintenant de savoir comment des mesures concrètes pourraient faciliter le travail des milices. Pour que les décisions politiques ne s'éloignent pas encore davantage de l'économie, les entreprises devront faire preuve de créativité dans la réponse à cette question. J'aimerais simplement vous présenter quelques approches à ce sujet.

La création de structures qui facilitent l'activité de la milice a un certain potentiel. On pourrait penser à des municipalités où les tâches courantes sont effectuées par des professionnels et où un conseil local, basé sur la milice, travaille de façon stratégique et supervise les professionnels comme un conseil d'administration. Ce modèle est certainement envisageable aussi pour les activités de contrôle menées par la milice, où la commission de contrôle délègue les enquêtes à des spécialistes rémunérés, mais procède elle-même à l'évaluation politique.

La mise en place d'incitations pécuniaires est souvent proposée. On peut certainement essayer de récompenser un travail de milice très exigeant et prenant beaucoup de temps. Cependant, une objection est souvent sous-estimée: l'économie comportementale montre que l'offre de bénévoles peut diminuer si le travail est rémunéré. Cela tient au fait que ce travail est généralement effectué pour des motifs intrinsèques et idéalistes et que des incitations pécuniaires peuvent détruire cette motivation. Le même phénomène est souvent observé dans l'économie.

Une autre possibilité serait l'utilisation de retraités dynamiques pour des fonctions publiques. Parce que l'âge de la retraite est beaucoup trop bas par rapport à notre espérance de vie croissante, des centaines de personnes âgées capables s'ennuient et pourraient encore faire beaucoup de travail bénévole pour la communauté. Cette force de travail pourrait être développée plus systématiquement.

\* Kaspar Villiger a été membre du Conseil fédéral suisse de 1989 à 2003. Ses dernières publications sont «Demokratie. Jetzt erst recht!» (2018) et «Die Durcheinanderwelt» (2017), toutes deux aux Editions NZZ Libro. L'article est une version abrégée d'une conférence tenue dans le cadre de l'«Année du travail de la milice».

# Grande importance du principe de milice dans les municipalités

Entretien avec Claude Dougoud, conseiller municipal, Wangen-Brüttisellen (ZH)

mw. L'«Association des communes suisses» (ACS) a déclaré 2019 «Année du travail de la milice»: «L'objectif consiste à renforcer le système de milice et à le développer de sorte à le rendre durable. En effet, le système politique suisse vit de la participation et de l'engagement des citoyennes et des citoyens.»

Où, pour reprendre les mots impressionnants de l'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger (cf. page 1): «Les points forts de ce système sont évidents. Par exemple, ils favorisent l'importante interaction entre la société civile et l'Etat. Ceux qui passent trop de temps sous les coupes parlementaires, se retrouvent dans une sorte de bulle qui, avec le temps, commence à déformer leur perception de la réalité à l'extérieur de la coupole. La responsabilité dans la profession, les contacts au travail ou la participation à des associations permettent aux politiciens de garder les pieds sur terre en leur inculquant constamment la réalité de la vie. Inversement, le dialogue quotidien dans l'environnement professionnel favorise également la compréhension de la politique. Les deux favorisent la confiance, et la confiance est la base de tout Etat qui réussit.»

Claude Dougoud est conseiller municipal dans la commune zurichoise de Wangen-Brüttisellen. Il confirme les nombreux avantages du principe de la milice, toujours bien vivant dans les petites et moyennes communes suisses au XXI<sup>e</sup> siècle.

Horizons et débats: M. Dougoud, pourquoi êtes-vous devenu conseiller municipal?

Claude Dougoud: Il y a quelques années, on m'a demandé, si je voulais faire partie de la Commission de vérification des comptes de la commune. J'ai accepté et j'ai été élu.

Après quatre ans dans cette Commission, on m'a demandé si je voulais me présenter au Conseil municipal. J'ai accepté afin de contribuer encore davantage au bien-être de la communauté.

Quelles sont vos fonctions au sein du Conseil municipal?

Mes responsabilités sont les Finances et les Affaires sociales. Cela me convient très bien parce que j'ai déjà eu un aperçu des finances de la commune dans la Commission de vérification des comptes et j'ai travaillé plusieurs années dans le domaine de l'aide sociale.

Dans votre commune, tous les conseillers municipaux sont des politiciens de milice,

c'est-à-dire qu'ils continuent d'exercer leur profession.

Oui, nous sommes tous des miliciens. Nous sommes une municipalité de près de 8000 habitants possédant encore une Assemblée communale. Tous les membres des Commissions ainsi que les autorités scolaires et sociales exercent une profession en parallèle.

Quel est le pourcentage du travail des conseillers municipaux?

La présidence de la commune a 50%, la présidence de l'école 40%, et les autres conseillers municipaux 30%. Au printemps, nous avons demandé à l'Assemblée communale d'augmenter les rémunérations.

L'assemblée municipale décide de la rémunération des membres des autorités.

Ainsi, l'Assemblée municipale peut même décider du montant de l'indemnisation des membres des autorités?

Oui, nous avons vu que la charge de travail est très élevée, surtout les présidences, et c'est pourquoi nous avons demandé d'adapter la compensation à la charge de travail. Il est intéressant de noter que les partis politiques et la Commission de vérification des comptes étaient opposés à ces augmentations, mais les citoyens nous ont fait confiance et les ont acceptées à une large majorité.

De nombreux conseillers municipaux suisses ne sont pas membres d'un parti politique. Quelle est la situation dans votre commune?

Chez nous personne n'est hors parti. Dans notre commune, cependant, il y a un groupe ressemblant davantage à une association qu'à un parti. Il se nomme «forum» et est issu de la politique scolaire, ses membres s'intéressaient donc principalement aux questions scolaires. Ils sont actuellement très bien représentés par la présidente de la commune, la présidente de l'école et une troisième personne.

Bien qu'ils ne soient pas dans un parti conventionnel?

Oui, ce «forum» a des membres avec des opinions différentes sur des questions politiques. C'est aussi un moyen d'amener les gens à assumer des responsabilités politiques dans la commune. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un s'annonçant lui-même pour devenir conseiller communal ou membre de la commission scolaire. C'est plus courant de se faire solliciter.

Alors on a aussi de bonnes chances d'être élu?

A l'occasion de la réélection du Conseil municipal, il y avait plus de candidats que de sièges disponibles. Mais si les gens n'entendent rien de mal de vous, vous êtes réélu. Bien sûr, il est aussi possible qu'on ne soit plus élu, mais cela n'est rien de très tragique pour le politicien milicien, car son métier lui assure l'existence.

Il n'est pas toujours facile de réunir le métier et la charge politique

En tant que politicien à temps partiel, vous devez concilier votre profession avec votre charge de conseiller municipal. N'est-ce pas parfois difficile?

Oui, c'est un défi. J'ai l'avantage d'avoir deux emplois à temps partiel d'une part comme secrétaire d'école et d'autre part comme psychologue dans un cabinet de psychiatrie. Là, je décide moi-même de mes rendez-vous, ce qui me permet aussi de temps en temps d'assister à une réunion l'après-midi. Lorsque j'ai une séance le matin, mon employeur me donne congé et je peux compenser le temps par des heures supplémentaires. Ce n'est donc pas bien difficile pour moi. Les personnes travaillant à temps plein ont souvent des employeurs qui leurs donnent des congés, mais cela signifie des heures supplémentaires le soir ou en fin de semaine. C'est dur.

Y a-t-il des conseillers municipaux qui travaillent 100%?

Oui, la présidente de notre commune était jardinière d'enfants, mais elle a abandonné son emploi et est très dévouée dans sa fonction. Le président de l'école travaille dans une autre commune en tant que fonctionnaire supérieur et obtient quelques heures de congé par semaine, deux autres sont également employés à plein temps. Ce n'est pas facile. Souvent, les réunions du Conseil municipal ont lieu le soir ou le samedi ou commencent déjà à 16 heures.

Donc beaucoup d'engagement temporel, mais faisable?

Oui. La charge d'un conseiller municipal est élevée. Il y a aussi des miliciens dans la Commission de vérification des comptes ou dans la Commission scolaire. Là, les charges sont un peu plus réduites, mais il faut quand-même y consacrer beaucoup de temps libre.

Y a-t-il suffisamment de personnes qui s'engagent dans les commissions et dans d'autres domaines?

Ce n'est pas facile, les gens ne font pas la queue, mais on peut toujours les trouver.

## Redonner quelque chose à la communauté, à la société

Le président d'une autre commune m'a dit un jour: «Le plus important ce ne sont pas les finances mais le vivre ensemble.» Est-ce la raison pour se charger d'une telle fonction? Oui, je le pense: redonner quelque chose à la communauté, à la société, c'est le motif principal. Ce n'est certainement pas l'aspect financier qui est décisif, mais la possibilité de contribuer au bien commun. Tous sont convaincus que le système de milice et la démocratie directe sont une chance unique au monde. Beaucoup de gens réalisent, lorsqu'ils voyagent pour des raisons professionnelles ou privées dans d'autres pays, quel merveilleux système nous avons chez nous.

L'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger commente à ce sujet: «Le principe de la milice permet de garder les pieds sur terre.» Etes-vous du même avis?

Oui, tout le monde à son propre métier. Curieusement, un de mes collègues au Conseil municipal à la même formation de base que moi, commerçant d'expédition (ce fut mon premier métier), quelqu'un travaille dans l'informatique, un autre dans le domaine de l'électricité, un est juriste dans une compagnie d'assurance bâtiment, une jardinière d'enfants, un architecte employé dans une autre commune. C'est vraiment très varié.

Ce que j'apprécie aussi beaucoup: nous avons une excellente administration municipale. En tant que politicien, on n'est pas un

expert et on dépend donc du soutien d'une bonne administration. Je suis souvent étonné de voir à quel point les connaissances sont élevées. Je travaille avec trois chefs de service, tous trois sont hautement qualifiés et font un excellent travail très professionnel et humain. On sent que les gens, les citoyens, sont satisfaits.

L'administration est tout autant la représentante de la commune que l'autorité politique, parce que c'est à elle qu'on s'adresse pour s'enregistrer ou quand on a besoin de quelque chose, par exemple un permis de construire. C'est très important.

Le Conseil municipal embauche-t-il les fonctionnaires?

Le Conseil municipal embauche uniquement le secrétaire municipal, qui est le chef de l'administration et qui choisit lui-même les chefs de service. Les politiciens peuvent donner leur avis, mais la décision est prise par le secrétaire communal, également pour l'engagement d'autres employés.

Cela paraît logique, l'accent est donc vraiment mis sur la compétence professionnelle et non sur l'affiliation politique.

C'est cela. Notre commune a aussi de nombreux jeunes employés, tous très bien qualifiés. Ils suivent des formations continues dans le domaine de l'administration, où il y a de nombreuses possibilités de compléter ses connaissances. Leur engagement est très impressionnant. C'est vrai qu'il n'est pas toujours facile de trouver des collaborateurs dans l'administration, car le secteur privé verse parfois des salaires plus élevés, mais nous avons une bonne réputation et nous trouvons les personnes qu'il nous faut.

## Lors de la fête du village, toute la population, y compris les jeunes, apportent leur aide

La bonne réputation est-elle liée à l'organisation de bons projets dans la commune?

C'est une réelle préoccupation du Conseil municipal d'être là pour tout le monde, que ce soit les personnes âgées ou la jeunesse. Tous les deux ans, par exemple, nous organisons une fête pour les nouveaux jeunes citoyens et une invitation pour les nouveaux arrivants dans notre commune, que nous accueillons avec un repas et une visite guidée de la commune. Chaque année, nous avons une grande kermesse à Wangen et une fête à Brüttisellen, tous deux organisés par les associations.

En outre, il y a un cercle culturel, donc une association organisant des événements culturels pour la commune. En retour, elle obtient des subventions, mais doit couvrir l'essentiel des coûts elle-même. Le cercle culturel a un programme très varié: chaque année de la danse sur la place de village, puis des événements musicaux et d'autres encore.

Ce n'est pas toujours facile, car les grandes villes de Zurich et de Winterthur ne sont pas très éloignées, avec de nombreuses offres culturelles et de loisirs. Toutefois, de nombreux citoyens apprécient beaucoup nos activités. Lors de la fête du village, une grande partie de la population apporte son aide en tant que membres des différentes associations.

Même les jeunes?

Oui, pour un projet comme la foire, où on peut s'impliquer pendant trois ou quatre jours, ou juste pour une soirée, les jeunes participent volontiers. Mais dans les associations, à l'exception du football, ce n'est pas facile d'enthousiasmer les jeunes pour un engagement régulier.

Souhaitez-vous rajouter quelque chose pour conclure?

Assumer une fonction politique dans une commune est très enrichissant au niveau personnel et donne beaucoup de joie, les points positifs l'emportent. Parfois, on risque aussi être soumis à des critiques, mais dans l'ensemble, c'est un engagement enrichissant. Je ne peux que le recommander.

Je vous remercie de cette intéressante conversation.

(Propos recueillis par Marianne Wüthrich)

## Position du Conseil municipal dans la structure juridique de la commune

«Le Conseil municipal est l'organe exécutif de la commune. Il exécute les tâches qui lui sont attribuées par la Confédération et le canton et exécute les décisions prises par l'Assemblée communale. Le Conseil municipal représente la commune à l'extérieur. Dans le domaine

administratif et dans le cadre de ses compétences le Conseil municipal décide en toute indépendance. Tous les membres des autorités exercent leurs fonctions à temps partiel.»

(Page d'accueil de la commune de Wangen-Brüttisellen)

«Le principe de la milice ...» suite de la page 1

Je pense que les partis politiques pourraient également faire un plus grand usage de l'énorme expertise de sympathisants qualifiés, par exemple en formant des groupes d'experts ad hoc pour des problèmes exigeants auxquels ces experts participeraient probablement bénévolement.

Le problème des milices est lié à l'échange plus systématique d'experts entre l'administration et le secteur privé dans l'intérêt des deux parties. Dans ce domaine, par crainte exagérée de conflits d'intérêts, il est myope de demander immédiatement des restrictions lorsque, par exemple, le secrétaire général d'un département s'amarre avec une association.

Le secteur économique pourrait certainement faire davantage pour rendre la profession et la politique plus compatibles, par exemple en veillant à ce que l'emploi temporaire d'un cadre supérieur en politique ne rende pas impossible la poursuite de sa

carrière professionnelle ultérieurement. Il serait donc important de sensibiliser les cadres supérieurs étrangers à l'importance du travail de la milice. Bien sûr, les associations patronales pourraient faire davantage pour «helvétiser» les managers étrangers. Il existe aussi un problème d'intégration «sur la moquette», et pas seulement «sur le chantier»!

Un système politique donnant au peuple la responsabilité ultime de la chose publique lui donne non seulement des droits mais aussi des devoirs. Cela signifie que les citoyens qualifiés sont appelés à ne pas tourner le dos à l'Etat, mais à l'aider à résoudre ses problèmes de manière critique et constructive pour le bien du pays. Karl Schmid l'a exprimé avec une clarté inégalée lorsqu'il a déclaré que, pour un pays comme la Suisse, l'abstention de la politique des couches déterminant la vie culturelle et économique du pays serait un danger mortel.

Source: Villiger, Kaspar. *Das Milizprinzip vermittelt Bodenhaftung*. © «Neue Zürcher Zeitung» du 4/11/19 (Traduction Horizons et débats)

## Libérez Julian Assange!

Depuis le 11 avril 2019, Julian Assange est emprisonné à la prison de haute sécurité de Belmarsh dans l'est de Londres. Tout d'abord parce qu'il n'a pas respecté les conditions de sa libération sous caution et s'est enfui à l'ambassade. Actuellement, il est également détenu en raison de la demande d'extradition des Etats-Unis. Ceci après neuf ans de poursuites, parce qu'il a osé révéler les crimes de guerre des Etats-Unis. Julian Assange a été arrêté il y a sept mois à l'ambassade de l'Equateur à Londres, où il s'était enfui il y a sept ans. Il a été inculpé aux Etats-Unis pour avoir publié des documents secrets sur les guerres en Afghanistan et en Irak et pour avoir violé la loi anti-espionnage. S'il est extradé vers les Etats-Unis, il risque jusqu'à 175 ans d'emprisonnement en cas de condamnation (cf. «Horizons et débats» n° 12 du 27 mai, n° 13 du 10 juin, n° 14 du 24 juin et n° 15 du 8 juillet 2019).

Le 21 octobre 2019, une audience publique s'est tenue devant le Tribunal de Première instance [Magistrates' Court] de Westminster à Londres. Clairement marqué par les conditions de détention misérables, Julian Assange a

comparu devant le tribunal. Il avait demandé un report de l'audience, mais le tribunal avait refusé. L'audience principale de la procédure d'extradition est prévue pour la fin février de l'année prochaine. Assange et ses avocats avaient demandé davantage de temps pour se préparer au procès. La juge Vanessa Baraitser leur a accordé seulement deux mois. Elle décidera dans le procès principal si Assange sera extradé vers les Etats-Unis. Quiconque désire se faire une idée du déroulement révoltant de l'audience du 21 octobre peut prendre connaissance des rapports de deux observateurs éminents ayant participé à l'audience (John Pilger sur [www.nachdenkseiten.de/?p=56074](http://www.nachdenkseiten.de/?p=56074) et Craig Murray sur [www.nachdenkseiten.de/?p=55887](http://www.nachdenkseiten.de/?p=55887)).

Dans sa déclaration (cf. ci-dessous), le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, le Suisse Nils Melzer, appelle une fois de plus la communauté internationale à se réveiller et à prendre connaissance de l'état dangereux et potentiellement mortel dans lequel se trouve Julian Assange. Le récit de la journaliste britannique Sara Chessa (cf. ci-dessous) décrit l'action courageuse de l'ancien ministre

islandais de l'Intérieur Ögmundur Jónasson. Il a expulsé du pays les agents du FBI venus sur l'île en 2011 pour piéger Julian Assange. Kristinn Hrafnsson, l'ancienne porte-parole et actuelle rédactrice en chef de Wikileaks, vit actuellement en Islande, à Reykjavik. M. Jónasson est donc un modèle prouvant que les politiciens disposent de nombreux moyens lorsqu'ils se sentent responsables pour la protection de la démocratie et des droits de l'homme, pour des engagements éthiques et la dignité humaine.

\*\*\*

Pro memoria février 2012: Publication de 5 millions de courriels de la «société de sécurité» texane Stratfor, un service secret privé travaillant en étroite collaboration avec les services américains et israéliens. Dans un courriel, le vice-président de Stratfor, Fred Burton, affirme: «Nous avons une «plainte secrète» [sealed complaint] contre Assange.» («Horizons et débats» n° 12 du 27 mai 2019)

Eva-Maria Föllmer-Müller

## «Le silence, c'est la participation»

### Le FBI a essayé de faire de l'Islande un allié complice dans l'arrestation de Julian Assange

par Sara Chessa\*



Sara Chessa  
(photo independent-  
australia.net)

L'ancien ministre de l'Intérieur islandais raconte à l'«Independent Australia» comment il a bloqué l'ingérence américaine en 2011 afin de défendre WikiLeaks et son éditeur Julian Assange.

Un matin d'été, un ministre de l'Intérieur se réveille et découvre qu'un avion plein d'agents du United States Federal Bureau of Investigation (FBI) a atterri dans son pays, dans le but de mener des enquêtes policières sans autorisation des autorités.

Combien d'hommes d'Etat auraient le courage de dire aux Etats-Unis: «Non, vous ne pouvez pas faire cela»? L'ancien ministre

islandais de l'Intérieur Ögmundur Jónasson l'a fait, dans l'intérêt du journalisme d'investigation. Il a compris ce qui n'allait pas dans la mission soudaine du FBI à Reykjavik, en lien avec le site lanceur d'alertes WikiLeaks et son éditeur Julian Assange.

Au départ, il s'agissait d'une simple collaboration contre les cybers attaques.

Jónasson raconte à *Independent Australia*: «En juin 2011, on m'a dit que les services de renseignements américains avaient découvert la préparation d'une attaque des hackers contre des institutions gouvernementales islandaises. On m'a demandé si nous voulions coopérer avec les Américains.»

Bien sûr, l'Islande était intéressée de les entendre, puis la question était d'évaluer s'il fallait coopérer et dans quelle mesure. Des policiers islandais se sont rendus à Washington et des policiers américains se sont rendus en Islande pour évaluer la situation, mais aucune preuve d'attaques possibles n'a été fournie.

Cependant, en août 2011, un avion rempli d'agents du FBI accompagnés de procureurs a atterri à Reykjavik.

Jónasson poursuit: «Quand j'en ai entendu parler, j'ai demandé à mes collègues du ministère si, sans que je ne le sache, le FBI avait reçu l'autorisation d'enquêter en Islande. Je n'avais certainement pas donné une telle permission et la décision, de toute façon, aurait dû être sur mon bureau.»

Il s'est ensuite entretenu avec le chef de la police islandaise lui affirmant qu'une réunion était prévue.

Jónasson affirme: «Je savais que le FBI était en route pour le quartier général de la police avec l'intention d'organiser une coopération concernant WikiLeaks. J'ai demandé qu'aucune réunion de ce genre n'ait lieu et qu'il n'y ait plus aucun contact.»

Les agents du FBI n'étaient pas autorisés à effectuer un travail de police en Islande.

Mais il ne s'agissait pas seulement de défendre la souveraineté de l'Islande. Selon M. Jónasson, par ce biais, il avait été informé que le FBI s'était présenté à Reykjavik dans le but de calomnier Julian Assange.

Bien qu'il aille de soit de demander des preuves documentaires de cette affaire,

Jónasson répond sans équivoque: «J'en suis la preuve. Quand je dis qu'ils sont venus ici pour diffamer Julian Assange et WikiLeaks, je ne le dis pas à la légère, je choisis mes mots très soigneusement. Je sais de quoi je parle. Je le dis, conformément à ma parole d'honneur, car c'était le cas. J'ai témoigné à ce sujet devant un comité parlementaire et devant l'Assemblée parlementaire, et mes propos n'ont pas été contestés.»

En fait, cela ce fait ainsi dans la plupart des pays. Il est difficile de trouver quelqu'un d'aussi bien informé que le ministre de l'Intérieur.

Au-delà de sa certitude concernant la tentative du FBI de rendre la vie difficile à WikiLeaks, M. Jónasson a également une théorie sur un autre objectif possible poursuivi par les Etats-Unis: «D'une certaine manière, on pourrait dire qu'ils voulaient nous piéger aussi, en faisant de l'Islande non plus l'allié complaisant (comme la plupart des parte-

Suite page 4

\* Sara Chessa est une journaliste indépendante vivant au Royaume-Uni.

## L'expert de l'ONU sur la torture sonne à nouveau l'alarme: la vie de Julian Assange est en danger

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a exprimé son inquiétude face à la détérioration continue de la santé de Julian Assange depuis son arrestation et sa détention au début de cette année, affirmant que sa vie était désormais en danger.

Le 11 avril 2019, M. Assange a été envoyé dans une prison de haute sécurité du Royaume-Uni, où il continue d'être détenu dans le cadre d'une demande d'extradition américaine pour espionnage pour avoir rendu public des preuves de crimes de guerre et d'autres fautes en Irak et en Afghanistan. «Alors que le gouvernement américain poursuit M. Assange pour avoir publié des informations sur de graves violations des droits de l'homme, y compris des actes de torture et des meurtres, les responsables de ces crimes continuent de jouir de l'impunité», a déclaré Melzer.

En mai, le rapporteur spécial et son équipe médicale ont rendu visite au fondateur de Wikileaks emprisonné et ont informé qu'il présentait «tous les symptômes typiques d'une exposition prolongée à la torture psychologique» et exigé des mesures immédiates pour protéger sa santé et sa dignité.

«Cependant, ce que nous avons vu de la part du gouvernement britannique est un mépris total pour les droits et l'intégrité de M. Assange», a dit M. Melzer. «Malgré l'urgence médicale de mon appel et la gravité des violations alléguées, le Royaume-Uni n'a pris aucune mesure d'enquête, de prévention et de réparation exigée par le droit international.»

En vertu de la Convention contre la torture, les Etats doivent mener une enquête rapide et impartiale chaque fois qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis. «Dans une réponse brève

envoyée près de cinq mois après ma visite, le gouvernement britannique a catégoriquement rejeté mes conclusions, sans indiquer la moindre volonté d'examiner mes recommandations, et encore moins de les mettre en œuvre, ou même de fournir les informations supplémentaires demandées», a déclaré l'expert des Nations Unies.

Comme l'avait prédit Melzer, peu après la visite du Rapporteur spécial, M. Assange a dû être transféré à l'unité de soins de santé de la prison. «Il continue d'être détenu dans des conditions oppressantes d'isolement et de surveillance qui ne sont pas justifiées par son statut de détenu», a déclaré M. Melzer, ajoutant qu'après avoir purgé sa peine de prison pour violation des conditions de sa libération sous caution au Royaume-Uni en 2012, M. Assange était désormais détenu exclusivement en relation avec la demande d'extradition en instance des Etats-Unis.

«Malgré la complexité de la procédure engagée contre lui par le gouvernement le plus puissant du monde, l'accès de M. Assange à un avocat et à des documents juridiques a été gravement entravé et porte atteinte à son droit le plus fondamental de préparer sa défense», a déclaré M. Melzer.

«L'arbitraire flagrant et soutenu dont ont fait preuve le pouvoir judiciaire et le gouvernement dans cette affaire affiche un écart alarmant par rapport à l'engagement du Royaume-Uni en faveur des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Cet exemple est inquiétant, d'autant plus que le gouvernement a récemment refusé de mener l'enquête judiciaire tant attendue sur la participation britannique au programme de torture et de restitutions de la CIA.»

«A mon avis, cette affaire n'a jamais porté sur la culpabilité ou l'innocence de M. Assange, mais sur le fait de lui faire payer le prix pour avoir dénoncé des fautes graves du gouvernement, y compris des crimes de guerre et la corruption présumés. Sans un changement de cap du Royaume-Uni et l'amélioration de la situation de M. Assange, l'exposition continue de ce dernier à l'arbitraire et aux abus pourrait bientôt lui coûter la vie.»

Dans son appel urgent adressé au Gouvernement britannique, le rapporteur spécial a vivement recommandé d'empêcher l'extradition de M. Assange vers les Etats-Unis et qu'il soit rapidement remis en liberté et autorisé à recouvrer la santé et à reconstruire sa vie personnelle et professionnelle.

Source: <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25249&LangID=E>, 1/11/19  
(Traduction *Horizons et débats*)

### «Je meure. Lentement, mais inéluctablement.»

«Je meure. Lentement, mais inéluctablement. Je suis épuisé et j'ai perdu beaucoup de poids. L'isolement à Belmarsh me tue. Il y a très peu de contact avec le monde extérieur. Tout cela parce que j'ai rendu publics des crimes de guerre, pour ouvrir les yeux aux gens et montrer ce que les gouvernements nous cachent. Je vais mourir. Et je crains qu'avec moi, la liberté de la presse et la démocratie disparaîtront également.»

Julian Assange, le 11 novembre 2019

### Nils Melzer



Nils Melzer  
(photo twitter)

L'expert suisse en droit international Nils Melzer est depuis novembre 2016 Rapporteur spécial sur la torture et donc expert des dites Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Les experts des procédures spéciales travaillent selon un fondement volontaire; ils ne font pas partie du personnel de l'ONU et ne reçoivent

pas de salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou organisme et siègent à titre personnel.

Antérieurement, Nils Melzer a travaillé pendant douze ans pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans différentes régions en crise, en tant que délégué, vice-chef de mission et conseiller juridique. Outre son mandat à l'ONU, il est titulaire d'une chaire en droit international humanitaire à l'Université de Glasgow et enseigne également à l'Académie pour le droit international humanitaire et les droits de l'homme de Genève.

# «L'OTAN aurait dû disparaître avec le bloc soviétique»

Interview de Gabriel Galice,\* économiste et politologue, Berne



Gabriel Galice  
(photo youtube)

Créée pour combattre le communisme, l'OTAN aurait dû disparaître en même temps que l'URSS, estime Gabriel Galice, président de l'«Institut international de recherches pour la paix» (GIPRI) à Genève. Au lieu de cela, déplore-t-il,

l'organisation militaire est devenue le bras armé des Etats-Unis.

**Echo Magazine:** Selon vous, l'«Organisation du traité de l'Atlantique nord» (OTAN) aurait dû être dissoute il y a longtemps. Pourquoi?  
**Gabriel Galice:** Parce que l'ennemi qu'elle était censée combattre n'existe plus.

**Comment cela?**

Le traité de l'Atlantique nord a été signé en 1949. Son organisation politico-militaire, nommée OTAN, a été constituée l'année suivante par une douzaine d'Etats dont les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Italie et la France, pour parer à une attaque de l'Union soviétique. Or, cette menace a disparu avec l'effondrement de l'Empire soviétique en 1991.

**Concrètement, qui était l'ennemi de l'OTAN?**  
Le pacte de Varsovie. Cette alliance militaire fut créée en 1955 en réaction à l'agrandissement de l'OTAN qui avait incorporé la Turquie, la Grèce et l'Allemagne de l'Ouest. Fondée sous la houlette de Nikita Khrouchtchev, alors premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, elle réunissait l'URSS, les républiques populaires d'Europe de l'Est et la RDA (cf. encadré). Elle a été dissoute six mois avant l'effondrement effectif de l'URSS, le 1<sup>er</sup> juillet 1991.

\* Gabriel Galice est président du GIPRI et auteur des «Lettres helvètes 2010-2014»

**Pourquoi, alors, l'OTAN n'a-t-elle pas été dissoute?**

Il y a eu un moment de flottement résumé par cette déclaration d'un ancien amiral de l'OTAN en poste à l'époque: «On a essayé de remplacer l'OTAN par quelque chose, mais on n'a rien trouvé». La Russie avait tenté de se rapprocher de ses voisins en proposant, entre autre, avant la chute du mur en 1988, la «Maison commune européenne». Certains ont songé à refondre l'alliance en incluant l'ancienne puissance soviétique. Un comité Russie-OTAN a même vu le jour. Bref, on a bricolé. Jusqu'à ce que les tendances lourdes reprennent le dessus.

**C'est-à-dire?**

Les pressions des lobbys du pétrole et de l'industrie de la guerre, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, etc. A la fin des années 1990, les dirigeants de l'alliance militaire, poussés par le gouvernement des Etats-Unis, ont décidé de s'étendre vers l'Europe orientale, rapprochant ainsi dangereusement les troupes atlantistes de la frontière russe. L'ancien président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, décrit cette décision dans un livre paru il y a quelques jours, comme «la plus grande erreur stratégique de l'Occident».

**Qu'y a-t-il de si dérangeant à voir l'OTAN s'agrandir si son but est de garantir la paix et la stabilité mondiales?**

On confie la paix aux diplomates, pas aux soldats! Je doute que les populations afghane, irakienne et serbe considèrent l'OTAN comme un facteur de stabilité. Dans toutes les régions où ses troupes sont intervenues, les morts se comptent par milliers.

**Et pourtant, l'organisation militaire ne cesse de grandir. Elle s'étend aux pays baltes et de l'Est et compte désormais 29 membres...**

Si l'on voit l'OTAN, qui vient de fêter ses 70 ans, comme un bouclier contre le communisme, son extension constante à partir de la chute de l'Empire soviétique est incompréhensible. En revanche, si l'on considère cette

superpuissance militaire pour ce qu'elle est devenue, un instrument de l'hégémonie américaine, tout devient clair.

**Un instrument de l'hégémonie américaine?**

Le siège de l'OTAN est à Bruxelles, d'accord. Mais les Américains financent 70% du budget de cette armée de 3 millions d'hommes en service actif. Viennent ensuite l'Angleterre (6,2%), la France (5%), l'Italie (2,5%), le Canada (2,1%)... Ce n'est un secret pour personne: les Etats-Unis contrôlent cette armée, qui est la plus puissante du monde.

Or que disent les têtes pensantes de la première puissance mondiale, tel l'influent analyste américain Thomas Friedman, chantre de la mondialisation? «La main invisible du marché ne fonctionne pas sans un poing caché qui s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et les Marines des Etats-Unis.» C'est limpide: la mondialisation va de pair avec un mouvement militaire de conquête des populations et des territoires.

**Trente ans après la chute du mur, ce poing caché se tourne à nouveau vers la Russie...**

Oui. L'OTAN assiege désormais la Russie. Ce n'est pas bon pour la paix – on l'a vu en Géorgie, en Ukraine, en Crimée, mais également en Syrie. La défense commune et solidaire (du monde libre, des démocraties) a été remplacée par le concept de sécurité. Beaucoup plus flou, celui-ci autorise les troupes américaines à intervenir partout et en tout temps, bien au-delà de l'Atlantique nord. Le seul fait de menacer une source d'approvisionnement d'un membre de l'alliance peut justifier une attaque. Si la Chine convoite du pétrole au Nigeria, cela peut être un motif d'intervention. Cette alliance non plus défensive, mais offensive, est une menace pour la paix.

**L'OTAN a-t-elle un contrepois aujourd'hui?**

Oui. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en réaction à son extension. Signée en 2001 entre Vladimir Poutine et l'ancien président chinois Jiang Zemin, cette alliance militaire et économique com-

prend également quatre pays d'Asie centrale (cf. encadré). Elle est passée à dix membres en 2016 avec l'arrivée du géant indien et de son voisin pakistanais. Deux puissances nucléaires de plus, auxquelles il faut ajouter une dizaine d'Etats partenaires et observateurs dont la Turquie (également membre de l'OTAN!) et l'Iran. A travers l'OCS, la Chine et la Russie font front commun contre les Etats-Unis et l'OTAN.

**Entre l'OCS et l'OTAN, quelle marge de manœuvre pour l'Europe?**

Nous devons tout faire pour échapper à cette double emprise – pour garder notre indépendance, mais aussi parce que les Chinois et les Américains pourraient s'entendre à nos dépens. Il faut se rapprocher des Russes qui ne cessent de nous tendre la main et qui, même s'ils sont alliés aux Chinois, se sentent européens. Alors soyons raisonnables, profitons-en pour nous rapprocher de Moscou. Ce serait préférable pour l'Europe et l'équilibre mondial.

(Propos recueillis par Cédric Reichenbach)

Source: Echo Magazine n° 45 du 7/11/19.

www.echomagazine.ch

## Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN):

Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Italie, France, Belgique, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Luxembourg, Islande (1949). Grèce et Turquie (1952). Allemagne (1955), Espagne (1982), République tchèque, Hongrie et Pologne (1999), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie (2004), Albanie et Croatie (2009), Monténégro (2017).

## Organisation de coopération de Shanghai (OCS):

Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan (2001), Inde et Pakistan (2016) et une dizaine d'Etats partenaires et observateurs dont la Turquie et l'Iran.

## «Le silence, c'est la participation»

suite de la page 3

naires de l'OTAN), mais le complice dans la guerre contre WikiLeaks.»

Toute l'histoire de WikiLeaks met en évidence comment le mot «empire» peut encore être utilisé de nos jours en relation avec la super machine construite par le Département d'Etat des Etats-Unis dans le monde entier. Que nous soyons d'accord ou non avec l'utilisation de ce terme, il est encore rare qu'un membre de l'OTAN dise «non» à une demande de coopération des Etats-Unis.

Cependant, les agents du FBI sont partis. «Ils n'avaient pas le choix», explique l'ancien ministre de l'Intérieur. «En fin de compte, tout ce qu'ils espéraient, c'était notre silence. Ils sont dans l'impunité tant qu'ils peuvent nous garder silencieux, sans critique, complaisants, mais une fois que nous parlons, ils sont tout nus, comme l'empereur dans la fable.»

De l'avis de M. Jónasson, la responsabilité des Etats et des individus joue un rôle décisif. Pour M. Jónasson, refuser la présence des agents américains était une étape cruciale dans la défense du journalisme d'investigation.

Il dit: «Informé de leurs intentions réelles, j'ai compris que leurs communications de juin 2011 étaient un camouflage. Ils avaient établi un contact, mais dès le début, ils voulaient être pleinement opérationnels à un stade ultérieur et être en mesure de dire: «C'est juste dans le prolongement de notre bonne coopération.»

Mais même si l'on demande au FBI de quitter l'Islande faute de procédure légale, M. Jónasson souligne qu'il y a aussi la dimension de prendre parti dans un jeu de pouvoir vicieux, et devant ce choix, il préférerait de loin s'allier avec WikiLeaks plutôt qu'avec le FBI.

Ensuite, la question se pose de savoir si l'Islande peut être considérée comme un pays sûr pour les journalistes et les lanceurs d'alertes, y compris le rédacteur en chef de WikiLeaks, Kristinn Hrafnsson, qui vit actuellement à Reykjavik.

Ógmundur Jónasson dit: «Kristinn Hrafnsson est très respectée en Islande. Mais pour WikiLeaks et les lanceurs d'alertes en général, je pense que cela dépendra – comme partout ailleurs – du public, qui est finalement le gardien de la liberté, y compris la liberté de la presse. Vous pouvez avoir d'excellentes lois et constitutions, et elles sont, bien sûr, nécessaires, mais elles n'ont guère d'impact si la société dort. Il faut suffisamment de personnes osant prendre la parole.»

Cela constitue pour M. Jónasson le point principal également dans le cas d'Assange: «WikiLeaks faisait éclater la vérité, révélant des crimes qui auraient dû être traduits en justice. Cela a été empêché. Les accusations portées contre l'éditeur sont donc, en réalité, des accusations contre la liberté d'expression et la liberté de la presse. La police et les services secrets américains tentent de créer un climat d'impunité, où ils peuvent tout faire. En atterrissant ici, ils illustrent déjà leur mépris de la démocratie.»

Ce qu'ils font à Assange est contraire à la Constitution américaine et aux principes des droits de l'homme qu'ils prétendent protéger.»

Compte tenu de ce que Nils Melzer, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, a dit il y a quelques mois au sujet d'Assange, prouve que l'ancien ministre de l'Intérieur n'est pas seul avec ses réflexions

Il en est conscient et cite la déclaration de M. Melzer: «En 20 ans de travail avec des victimes de la guerre, de la violence et de la persécution politique, je n'ai jamais vu un groupe d'Etats démocratiques s'unir pour isoler, diaboliser et maltraiter délibérément

un seul individu depuis si longtemps et avec si peu de respect pour la dignité humaine et l'Etat de droit... La persécution collective de Julian Assange doit cesser ici et maintenant!»

«Ce sont des mots durs», dit M. Jónasson, mais à son avis, la responsabilité n'incombe pas seulement aux Etats directement concernés: «Que fait l'Australie? Julian Assange n'est-il pas citoyen australien? Cependant, je ne vois pas les autorités australiennes assumer la responsabilité de protéger leurs citoyens. L'Australie montre, à mon avis, la même indifférence et donc la même complaisance avec les Etats-Unis, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays. Et puis-je ajouter, où est la presse mondiale, la même presse qui a publié avec reconnaissance le matériel fourni par WikiLeaks? Pourquoi sont-ils silencieux? En fin de compte, nous sommes tous responsables. Un individu et une organisation sont traduits en justice, avec 18 chefs d'accusation qui pourraient mener à 175 ans de prison. Tout cela pour faire du journalisme d'investigation.»

En 2016, le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire a également déclaré qu'Assange devait être libéré. Cependant, il se trouve dans une prison londonienne, en attente de l'audience d'extradition des Etats-Unis prévue pour février 2020. Entretemps, les allégations d'inconduite sexuelle en Suède (qui n'ont jamais donné lieu à des accusations) ne sont pas liées à son incarcération actuelle.

Lorsqu'on demande à M. Jónasson qui peut faire quelque chose pour que les gouvernements s'alignent sur la demande de l'ONU, il évoque à nouveau les populations: «Tout dépend de nous. Les spectateurs n'existent pas. Tout le monde est participant – le silence, c'est la participation!»

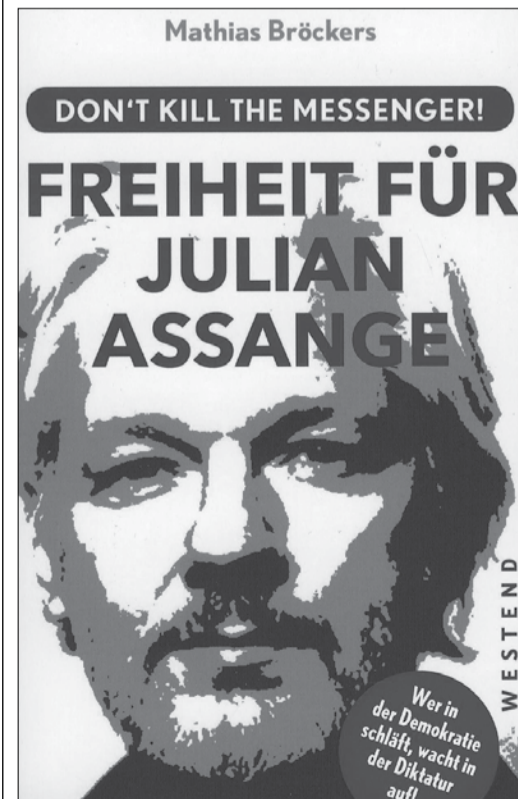
On croit que les agents du FBI se sont rendus au Danemark, après avoir été chassés d'Islande. On ne sait pas s'ils y ont demandé

la même coopération qu'en Islande. Contrairement à l'Islande, le Danemark a gardé le silence sur la visite du FBI. Il en va de même pour la plupart des pays, qu'ils soient complaisants ou complices, pour reprendre les termes de M. Jónasson.

M. Jónasson ne veut pas spéculer sur ce qui s'est passé au Danemark ou dans d'autres pays. Il dit: «Je présume toutefois que le FBI s'est félicité du silence du Danemark à ce stade. De leur point de vue, je suppose, quand il s'agit de travail sous couvert, la règle est que le silence est d'or.» Et, peut-être, d'autres partenaires complices ont été trouvés, ailleurs en Europe.

Source: Independent Australia, 5/11/19

(Traduction de l'anglais Céline Wagner. <https://blogs.mediapart.fr/celine-wagner/blog>)



ISBN 978-3-86489-276-9

# Annegret Kramp-Karrenbauer veut pousser l'Allemagne sur la voie de la guerre

par Karl Müller

*Helmut Schmidt* (SPD), chancelier allemand de 1974 à 1982, a été ministre allemand de la Défense de 1969 à 1972. Son mandat de ministre de la Défense a été marqué par une réduction de la durée du service militaire de base de 18 à 15 mois et par la création des hautes écoles militaires (Bundeswehrhochschulen). Ces années se sont caractérisées aussi par une politique allemande de détente. L'idée de faire la guerre avec des soldats (ouest-)allemands en Europe ou ailleurs dans le monde était considérée comme totalement absurde à l'époque. Quelques années auparavant, le chancelier *Ludwig Erhard* (CDU) avait déjà rejeté toute implication militaire dans la guerre américaine au Vietnam, malgré les fortes pressions exercées par le gouvernement américain.

Cinquante ans plus tard, en 2019, l'Allemagne connaît une ministre de la Défense, *Annegret Kramp-Karrenbauer* (CDU), qui cherche à se profiler via son mandat en vue d'atteindre le poste de chancelière. Mais elle ne le fait pas avec moins d'armée, pas avec des signaux de détente et une volonté de paix, mais en prêchant pour une augmentation de l'arsenal militaire et avec la volonté d'accroître la disposition de la Bundeswehr à entrer en guerre et celle d'étendre ses zones d'intervention.

## Le système de coordonnées

La politique de la ministre allemande de la Défense évolue dans un système de coordonnées de politique intérieure et extérieure en mutation, qui ne peut être que brièvement exposé ici. Une caractéristique marquante de ce système de coordonnées est le désaccord régnant autant au sein de l'Allemagne que dans les relations internationales. Ne citons que trois exemples: même les propositions les plus récentes de la ministre allemande de la Défense (cf. ci-dessous) n'aboutissent pas à un consensus national. La grande majorité des Allemands rejettent toujours les missions allemandes de combat à l'étranger, et les partis concurrents de la CDU utilisent à des fins politiques l'ambiance qui s'est installée dans le pays. Cela sent la période pré-électorale; les nombreuses réactions controversées aux nouvelles propositions de Kramp-Karrenbauer le montrent bien.

A cela s'ajoute le désaccord entre l'Allemagne et la France. Alors que le président français *Macron* parlait de la «mort cérébrale» de l'OTAN et appelait à une puissante armée européenne, la politique allemande insiste sur la conservation d'un lien transatlantique étroit en matière de préparatifs de guerre allemands et européens. Dans les cir-

constances actuelles, il n'est guère possible de faire une déclaration fiable quant à la voie que prendront les Etats-Unis, jusqu'ici puissance dirigeante à l'OTAN, dans les années à venir. La politique allemande se distancie du président américain en exercice comme jamais encore auparavant dans l'histoire de l'Allemagne, mais ce faisant, elle se soumet presque totalement à la force américaine, qui est associée à des noms tels que *Clinton* et *Obama* et à la prétention à un ordre mondial globalisé dominé par cette force.

Troisième exemple: la transition vers un monde multipolaire, qui s'annonce déjà depuis des années, n'est pas acceptée par les forces ayant jusqu'ici revendiqué une puissance globale. Le risque d'une grande guerre pour la suprématie mondiale est considérable.

## L'«analyse» de Kramp-Karrenbauer sur la politique mondiale

Les revendications de Kramp-Karrenbauer ressortent clairement dans sa conférence du 7 novembre à des soldats (pour la plupart officiers et aspirants officiers) à la haute école militaire de Munich (<https://www.bmvg.de/de/aktuelles/rede-der-ministerin-an-der-universitaet-der-bundeswehr-muenchen-146670>). Un grand nombre de médias a parlé de ce discours et interviewé la ministre sur son contenu. Au début de son intervention, elle parle d'une «époque incertaine et en mutation» et d'un «monde qui a perdu ses repères». Comme éléments clés présumés de ce processus, elle énumère «l'agression russe en Ukraine», «les réseaux mondiaux du terrorisme» et «la montée en puissance politico-militaire de la Chine, allant de pair avec une volonté de pouvoir ne se limitant plus à son voisinage immédiat». En résumé: «Nous assistons actuellement à un retour de la concurrence entre grandes puissances pour des sphères d'influence, dans un esprit de domination».

L'analyse de Kramp-Karrenbauer suit les recommandations de son conseiller *Karl-Heinz Kamp*, qui était jusqu'à récemment président de l'*Office fédéral pour la politique de sécurité* (Bundesamt für Sicherheitspolitik). Depuis octobre 2019, il est représentant spécial du directeur politique au ministère fédéral de la Défense. Les contributions de Kamp dans divers journaux de langue allemande ont

montré qu'il était l'un des agitateurs de la politique de guerre allemande. Le 5 septembre, dans le magazine *Cicero*, il a appelé à une plus grande implication de l'OTAN (et de l'armée allemande) en Asie, parce que «la montée de la Chine va avoir des effets considérables sur la situation sécuritaire en Europe». Alors que la force de la Russie «tient [selon lui] sur des pieds d'argile» et que les Etats-Unis sont «de facto la puissance mondiale» mais «en voulant de moins en moins jouer ce rôle», la Chine «défend ses intérêts au-delà de ses propres frontières, et sans tenir compte des sensibilités de ses voisins». Ainsi, selon Kamp, «l'essor économique, politique et militaire de la Chine va se poursuivre» et elle «va devenir la deuxième superpuissance à côté des Etats-Unis».

## Visées asiatiques

La Chine va être en mesure de «remettre en cause l'ordre mondial qui est encore dominé par l'Amérique». Le pays aurait des vues dans toutes les régions du monde et menacerait donc les intérêts de tous, y compris des Etats européens membres de l'OTAN. «Si la raison d'être de l'OTAN est de garantir la sécurité de tous ses membres et de défendre leurs intérêts vitaux, elle a comme tâche fondamentale de se positionner face à toutes les menaces à la sécurité extérieure, quelle que soit leur origine géographique. Si des dangers apparaissent dans la région Asie-Pacifique, l'OTAN doit se tourner vers cette région.» Kamp a proposé un programme en trois temps pour contenir la Chine. «A long terme, écrit-il, si l'hégémonie mondiale de la Chine se concrétise aussi sur le plan militaire, les grands Etats européens [...] ne pourront éviter, dans un troisième temps, de développer eux aussi des capacités leur permettant de projeter leur puissance sur de vastes territoires, notamment dans le secteur maritime.» L'Allemagne et l'Europe comme puissance maritime? Cela va probablement conduire à «une future OTAN dont l'une des tâches essentielles sera la lutte contre les dangers dans la région Asie-Pacifique».

Kramp-Karrenbauer déclare en conséquence: «Nos partenaires de la région indo-pacifique [...] se sentent de plus en plus opprimés par les prétentions de la Chine. Ils

Suite page 6

## Des guerres pour des intérêts économiques?

*km.* «J'estime toutefois que la société dans son ensemble est en train de comprendre qu'un pays de notre taille, ayant l'orientation vers le commerce extérieur qui est la nôtre et donc également une dépendance du commerce extérieur, doit aussi savoir qu'en cas de doute, en cas d'urgence, une action militaire est également nécessaire pour préserver nos intérêts, par exemple la liberté des voies commerciales, ou l'empêchement de situations d'instabilité dans des régions entières, qui auraient certainement des effets négatifs sur nos échanges, nos emplois et nos revenus. Tout cela doit être discuté, et je crois que nous ne sommes pas sur une si mauvaise voie.»

Cette déclaration de l'ancien président fédéral *Horst Köhler*, lors d'une interview, a donné lieu à de nombreuses

protestations et l'a forcé à démissionner en 2010. Le constitutionnaliste *Ulrich Preuss* avait dit à l'époque: «Cet élargissement des motifs admissibles pour une intervention de la Bundeswehr pour défendre des intérêts économiques n'est guère couvert par la Loi fondamentale.» Celle-ci n'a depuis lors pas changé à cet égard. Comment se fait-il que personne ne demande aujourd'hui clairement la démission d'*Annegret Kramp Karrenbauer*? ... D'ailleurs *Ulrich Preuss* disait aussi il y a 9 ans: «On reconnaît ici un élément impérialiste. Cela me rappelle les impérialistes anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, qui défendaient leur domination maritime avec des arguments similaires.»<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les citations d'*Ulrich Preuss* sont tirées du *Spiegel* du 27 mai 2010.

# Aggravation de la situation militaire en Europe de l'Est

## Une politique de détente est de plus en plus urgente

rt. Sans prêter attention à la rhétorique des médias, il est à l'heure actuelle avéré que depuis l'entrée en fonction de *Donald Trump*, les Etats-Unis n'ont déclenché aucune nouvelle guerre – contrairement à ses prédécesseurs (*Barak Obama*: Syrie, Libye, continuation en Irak et Afghanistan; *Bush jr.*: Irak, Afghanistan). Au contraire, les troupes américaines se retirent de la Syrie, en Afghanistan on tente de trouver une solution pour le retrait, et il semble qu'on assiste à un retour au calme dans la zone de conflit en Ukraine orientale (suite aux bonnes relations entre Trump et le nouveau président ukrainien *Zelensky*).

### Déploiement progressif à l'Est

Ce qui inquiète cependant de plus en plus les citoyens de nombreux Etats européens est le réarmement et le déploiement systématique de forces militaires aux frontières de la Fédération de Russie depuis 2014. Ce sont notamment:

- le réarmement de plusieurs Etats d'Europe orientale par les Etats-Unis (pays Baltes, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Moldavie, Bulgarie);
- l'extension de bases militaires américaines pour l'armée, la marine et les forces aériennes;

- le réarmement des Etats membres de l'OTAN (2% du Produit intérieur brut<sup>1</sup> pour l'armement);
- la réinstallation tacite de formations de chars allemands (certes pas pour des promenades dans la lande de Lunebourg);
- les manœuvres de l'OTAN et les exercices de déploiements alliés de plus en plus importants à la frontière de la Russie (*Defender 2020* avec 34 000 soldats)
- la diabolisation systématique de la «Russie» depuis 2014;
- la rhétorique offensive dans le domaine politique, comme les discours de la ministre allemande de la Défense *Kramp-Karrenbauer* ou de la nouvelle présidente de la Commission européenne *von der Leyen*;
- le manque de volonté pour pacifier la situation de la part des Etats membres de l'UE et de l'OTAN;
- la suspension d'accords de désarmement existants avec la Russie;
- la poursuite de sérieuses sanctions contre la Russie, etc.

### Champ de bataille en Europe

Le fait que l'armée russe ait entre-temps modernisé ses armes et soit en mesure, en cas de conflit, de déplacer la zone de conflit militaire à 1500 kilomètres vers l'Ouest, c'est-à-dire au cœur de l'Europe occidentale, est devenu évident après son engagement en Syrie.

Alors qu'on peut s'attendre à ce que l'industrie américaine de l'armement et ses lobbys influents aient un certain intérêt à l'esca-

lade militaire pour accroître la production et l'exportation de ses produits, et que la politique américaine ait un intérêt à maintenir les emplois existants à l'intérieur du pays, il est beaucoup plus difficile de comprendre pourquoi la résistance des gouvernements des Etats européens à une telle escalade est si limitée.

### Tirer les leçons du passé

Après les nombreuses guerres dévastatrices qu'ont vécues les Etats européens au cours du dernier siècle, il est bien connu et scientifiquement prouvé que les guerres sont systématiquement préparées à long terme et qu'elles sont «voulues» ou planifiées par certains groupes de personnes. Un tel processus peut également s'étendre à plusieurs Etats, par exemple dans le cadre d'une alliance:

- par l'implication de certaines forces sociales et politiques dans un pays espérant tirer avantage d'une guerre ou pouvant être mis sous pression pour de tels objectifs;
- en utilisant les médias pour établir et développer au sein de la population une image hostile de l'«ennemi», avec des moyens de la psychologie de masse (PR), pouvant être mobilisé à tout moment.
- en modifiant successivement les lois ou les articles constitutionnels «dérangeants» et restreignant pour une politique belliciste agressive (p.ex. les réserves parlementaires ou le principe de neutralité);
- par un réarmement militaire planifié et systématique;
- par des mesures asymétriques et à bas seuil contre une puissance «hostile» (boycott, sanctions, guerre économique ou persé-

cution «juridique» de personnalités politiques individuels);

- en faisant de la surenchère médiatique de certains «événements/incidents»;
- en développant une rhétorique belliciste et menaçante dans les médias et en politique;
- par la rupture des relations diplomatiques;
- par des actes de guerre.

Lors d'un conflit militaire entre les Etats-Unis et la Russie, il semble aujourd'hui évident que l'Europe sera le champ de bataille, car ni les Etats-Unis ni la Russie voudront que les combats militaires aient lieu sur leurs propres territoires.

### Tout engagement en faveur de la compréhension entre les peuples est bénéfique

C'est pourquoi chaque pas contribuant à une désescalade est actuellement de grande importance. Tout effort visant à promouvoir la compréhension et la paix entre les peuples est un pas dans la bonne direction. Tout effort politique en faveur de la compréhension et du respect mutuels est important. Le respect du droit international et des objectifs liés à la création de l'ONU doit être placé de toute urgence au centre de l'engagement politique de tous les Etats.

Compte tenu de l'écart social s'élargissant constamment et de la menace d'une crise économique et financière, les Etats européens profiteraient énormément d'une «divergence de la paix». Celle-ci résulterait d'une politique étrangère et économique pacifique avec tous les Etats – notamment en éliminant toutes les dépenses improductives pour les armements militaires. •

<sup>1</sup> Il ne faut pas se laisser tromper par le chiffre de 2% du PIB. Le produit intérieur brut (PIB) mesure la production de tous les biens et services d'un pays après déduction de toutes les prestations déjà effectuées. En 2018, on a calculé pour l'Allemagne un PIB de 3,344 milliards d'euros. Cela signifie que 2% correspondent à environ 66,88 milliards d'euros pour les dépenses militaires (le chiffre actuel est de 38,9 milliards d'euros en 2018). Il s'agit donc d'une énorme augmentation du budget militaire.

Italie

## Le 4 novembre: voir Naples et mourir

par Manlio Dinucci, géographe et géopoliticien, auteur, Italie



Manlio Dinucci  
(photo mad)

C'est Naples, et non pas Rome, qui le 4 novembre 2019<sup>1</sup> a été au centre de la *Journée des Forces armées*. Sur le front de mer Caracciolo ont défilé cinq bataillons.

Mais le point fort a été l'aire d'exposition inter-forces, qui a reçu pendant cinq jours Piazza del Plebiscito surtout des jeunes et des enfants. Ils ont pu monter à bord d'un chasseur bombardier, conduire un hélicoptère avec un simulateur de vol, admirer un drone *Predator*, entrer dans un char d'assaut, s'entraîner avec des instructeurs militaires, pour aller ensuite au port visiter un navire d'assaut amphibie et deux frégates (FREMM). Une grande «Foire de la guerre» montée dans un but précis: le recrutement.

70% des jeunes qui veulent s'engager, vivent dans le Mezzogiorno, surtout en Campanie et Sicile où le chômage des jeunes est de 53,6%, par rapport à une moyenne UE de 15,2%. La seule qui leur offre un emploi «sûr» est l'armée.

Après les sélections, le nombre des recrutés s'avère cependant inférieur à celui qui serait nécessaire. Les Forces armées ont besoin de plus de personnel, parce qu'elles sont engagées dans 35 opérations dans 22 pays, de l'Europe orientale aux Balkans, de l'Afrique au Moyen-Orient et à l'Asie. Ce sont les «missions de paix» effectuées surtout là où l'OTAN sous commandement américain a déclenché, avec la participation active de l'Italie, les guerres ayant démolé des Etats entiers et déstabilisé des régions entières.

Pour conserver des forces armées et des armements adéquats – comme les avions de chasse F-35 italiens déployés par l'OTAN en Islande, montrés par la télévision *Rai* le 4 novembre –, on dépense en Italie, avec de l'argent public, environ 25 milliards d'euros annuels. En 2018, la dépense militaire italienne est montée du 13<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> rang mondial, mais Etats-Unis et OTAN font pression pour une augmentation ultérieure en fonction surtout de l'escalade contre la Russie.

En juin dernier, le gouvernement *Conte I* a «débloqué» 7,2 milliards d'euros à ajouter à la dépense militaire. Au mois d'octobre,

dans la rencontre du Premier ministre avec le Secrétaire général de l'OTAN, le gouvernement *Conte II* a assuré l'engagement à augmenter la dépense militaire d'environ 7 milliards d'euros à partir de 2020 (*La Stampa* du 11/10/19). On est ainsi en train de passer d'une dépense militaire d'environ 70 milliards d'euros par jour à celle d'environ 87 milliards d'euros par jour. De l'argent public soustrait à des investissements productifs fondamentaux, notamment dans les régions comme la Campanie, pour réduire le chômage en commençant par celui des jeunes.

Tout autres sont les «investissements» faits à Naples. La ville a pris un rôle croissant en tant que siège de certains des plus importants commandements USA/OTAN. A Naples-Capodichino siège le Commandement des *Forces navales* étatsuniennes en Europe, sous les ordres d'un amiral américain commandant en même temps les *Forces navales* étatsuniennes pour l'Afrique et la *Force conjointe alliée (Jfc Naples)* avec quartier général à Lago Patria (Naples). Tous les deux ans, le Jfc Naples prend le commandement de la Force de riposte OTAN, une force conjointe pour des opérations militaires dans

la «zone de responsabilité» du Commandant Suprême Allié en Europe, qui est toujours un général américain, et «au-delà de cette zone». Dans le quartier général de Lago Patria se trouve, depuis 2017, le *Hub de direction stratégique OTAN* pour le Sud, centre d'intelligence, c'est-à-dire d'espionnage, concentré sur Moyen-Orient et Afrique. Du commandement de Naples dépend la Sixième Flotte, avec base à Gaète, qui – informe la vice-amirale américaine *Lisa Franchetti* – opère «du Pôle Nord jusqu'au Pôle Sud».

Voilà quel est le rôle de Naples dans le cadre de l'OTAN, définie par le président *Mattarella*, dans son message du 4 novembre, comme «une alliance à laquelle nous avons librement choisi de contribuer, en protection de la paix dans le contexte international, en sauvegarde des plus faibles et des opprimés et des droits humains».

Source: *il manifesto* du 5/11/19. <https://ilmanifesto.it/4-novembre-vedi-napoli-e-poi-muori/>  
(Traduit de l'italien par M-A. P.)

<sup>1</sup> Le 4 novembre est la *Journée de l'Unité nationale et des Forces armées italiennes*, une commémoration, instaurée en 1919, lors de l'armistice italien suite à la Première Guerre mondiale (de 1915 à 1918 en Italie), ndt.

## Allemagne: développement des forces armées à l'insu du public

«Le sauvetage de la Crimée – et son importance géostratégique dans la nouvelle guerre froide»

Apprendre à connaître personnellement un auteur, enrichit la lecture de ses livres. L'occasion s'est présentée le 18 octobre à un large public lors d'une conférence à Stockach (D) au bord du lac de Constance. *Uwe Markus*,<sup>1</sup> dont le livre a été présenté dans *Horizons et débats* n° 21 du 30/9/19, y a exposé quelques aspects fondamentaux de ses recherches avant d'ouvrir un débat passionnant avec l'audience.

Dans sa conférence, Uwe Markus a présenté les événements concernant la péninsule de Crimée au printemps 2014 dans un contexte géopolitique large. Les troubles en Ukraine en 2014 s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie de changement de régime développée par *Zbigniew Brzezinski*, ancien conseiller à la sécurité de plusieurs présidents des Etats-Unis, dans son livre «Le grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde» en 1997. Selon *Brzezinski*, l'Ukraine aurait dû rejoindre l'OTAN d'ici 2014, car si ce pays avait quitté la *Communauté des Etats indépendants* (CEI), la Russie n'aurait plus été une puissance européenne.<sup>2</sup> La volonté de repousser la Russie s'était déjà exprimée auparavant dans le fait qu'avec la chute de l'URSS et la dissolution du *Pacte de Varsovie*, l'OTAN avait étendu sa sphère d'influence vers l'Est et bien au-delà de l'Oder, malgré des promesses contraires.<sup>3</sup>

Selon M. Markus, l'emprise de l'OTAN sur la Crimée aurait radicalement changé le rapport des forces dans la mer Noire – avec une prise de contrôle sur le port naval russe de Sébastopol, la mer Noire et la mer d'Azov auraient été presque exclusivement aux mains de l'OTAN. Afin d'éviter cela, des unités spéciales de l'armée russe ont débarqué en Crimée et ont placé toute la presqu'île sous leur contrôle sans effusion de sang.

Selon M. Markus, la Russie est aujourd'hui en avance sur les Etats de l'OTAN en matière d'armement militaire dans certains domaines décisifs. Avec sa nouvelle doctrine militaire, la Russie dispose d'un armement dit asymétrique. Ainsi, l'armée de l'air russe en mer Noire a simulé une attaque d'un navire de combat américain, sans que son équipage ait eu la possibilité de réagir. Actuellement, les techniciens russes peuvent générer un champ électromagnétique pouvant perturber et paralyser tous les dispositifs ennemis de communication électronique et de contrôle des armes. L'armée russe est également de loin supérieure aux Etats de l'OTAN dans le développement des missiles hypersoniques.

La discussion qui a suivi a témoigné du vif intérêt de l'auditoire. Lorsqu'un participant a souligné l'état de délabrement présumé de la Bundeswehr, l'orateur a répondu qu'en dépit des récits des médias sur l'état

vétuste des équipements de la Bundeswehr, actuellement dominés par les avions, les hélicoptères et les sous-marins défectueux, la politique a redémarré le développement des forces armées, à l'insu du public. Et les militaires ont profité de cette situation. Le concept de la «mobilité terrestre», mis en œuvre cette année, conduira à une augmentation massive de la force de combat des unités de l'armée de terre. A l'avenir, six bataillons de chars avec un total de 360 chars de combat *Léopard 2* dans les versions *A6M* et *A7V* seront disponibles. Uwe Markus a précisé que toutes ces informations se trouvaient dans des sources accessibles au public.<sup>4</sup> En se référant à son livre «*Aufmarschgebiet Baltikum*» [Zone de déploiement du Baltikum], il a une fois de plus souligné que les plans militaires de l'OTAN pour une zone de déploiement à l'Est étaient terriblement avancés.

A la fin de la soirée, il était clair pour les participants, que nous vivons actuellement en Europe centrale dans une époque explosive et que ceux qui pensent sérieusement pouvoir mener une guerre nucléaire envisagent de réduire en cendres l'Europe centrale! C'est précisément cette zone géographique qui serait à nouveau le champ de bataille.

Pour empêcher cela, il est urgent que tous les contemporains attentifs ne se relâchent

pas dans leurs activités en faveur de la paix et de l'information.

Ewald Wetekamp, Stockach (D)

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> Uwe Markus, né en 1958, ancien premier lieutenant en RDA, a obtenu son doctorat en sociologie, a travaillé comme chef de projet dans un institut de recherche commerciale et sociale, aujourd'hui consultant indépendant en gestion et professeur en formation des adultes.

<sup>2</sup> «L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'Etat russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasiatique devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie». In: *Brzezinski, Z. Le grand échiquier*, 1997, p. 74s. «Au cours de la période suivante (soit de 2005 à 2010), l'Ukraine pourrait à son tour être en situation d'entamer des négociations en vue de rejoindre l'UE et l'OTAN», *ibid.* p. 118. «Malgré les hésitations initiales des Etats-Unis, peu sensibles à l'importance géopolitique d'un Etat ukrainien séparé, l'Amérique et l'Allemagne ont, dès le milieu de la décennie, pris fermement position en faveur de Kiev.» *ibid.* p. 151.

<sup>3</sup> Pour continuer la lecture et étudier les sources, veuillez vous référer au livre de Ralf Rudolph et Uwe Markus: *Aufmarschgebiet Baltikum*, 2018, et en particulier le chapitre «Wortbruch», pages 9 à 19

<sup>4</sup> Klos, Dietmar. Die «Strategie der Reserve auf der Zielgeraden» und «Mobilität der Landstreitkräfte» In: *Europäische Sicherheit & Technik* 9/2019, p. 38–40 und p. 82–87

«Annegret Kramp-Karrenbauer veut ...» suite de la page 5

attendent un signal de solidarité clair. [...] Il est temps pour l'Allemagne de donner ce signal en montrant notre présence dans la région avec nos alliés.»

### Politique de domination mondiale avant la Première Guerre mondiale

De tels commentaires nous sont familiers, et l'on se souvient des décennies ayant précédé la Première Guerre mondiale et de ce que brandissaient essentiellement les Britanniques à l'époque: la menace allemande. Cette menace aurait-elle été remplacée aujourd'hui par le danger russe, et encore davantage par le danger chinois? Et à quel point tout cela est-il réel? Ou s'agit-il simplement de nouvelle propagande de préparation à la guerre et de la dissimulation d'une velléité individuelle à devenir une puissance mondiale? Les gens sont devenus sensibles à ces questions. Un petit ouvrage qui vient d'être publié à Francfort aux éditions *Westend*, livre une traduction allemande d'une conférence du géostratège britannique

*Halford John Mackinder* datant de 1904: «La clé de la domination mondiale. La théorie du Heartland.» Dans le même livre, *Willy Wimmer*, ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense, a ajouté une analyse de la situation actuelle.

### «Exploiter toute la panoplie des moyens militaires quand c'est nécessaire» ...

Kramp-Karrenbauer et la politique allemande tissent ensemble leur image diabolisant l'ennemi. Pour la ministre allemande de la Défense, cela n'a plus comme seule conséquence une déclaration abstraite telle que: l'Allemagne doit assumer «davantage de responsabilité dans le monde». Il y a quelques années, l'ancien président fédéral *Horst Köhler* avait encore dû démissionner après avoir parlé de guerres pour les intérêts allemands. Kramp-Karrenbauer le fait aujourd'hui en toute impunité. Selon elle, l'Allemagne doit «faire davantage» pour protéger ses «valeurs et ses intérêts»; dans la «résolution des conflits», c'est-à-dire aussi dans les guerres partout dans le monde, l'Allemagne devrait «intervenir plus tôt, de

manière plus décidée et plus significative»: «Un pays de notre taille et avec notre force économique et technologique, un pays dans notre position géostratégique et avec des intérêts globaux tels que les nôtres, ce pays ne peut simplement rester en marge et regarder». Après tout, l'Allemagne est une «nation commerçante [...] dépendante de routes maritimes libres et pacifiques». Mais cela «aurait aussi son prix». C'est pourquoi l'Allemagne devrait augmenter son arsenal militaire. L'Allemagne devrait «développer un point de vue pour chaque question touchant à ses intérêts stratégiques». Comme tous les Etats du monde, l'Allemagne aurait «ses propres intérêts stratégiques. Par exemple, en tant que nation commerçante placée au cœur de l'Europe et active sur un réseau mondial.» C'est pourquoi l'Allemagne de Kramp-Karrenbauer «doit aussi faire quelque chose et prendre des initiatives pour transposer une attitude et des intérêts dans la réalité.» Et «Cela comprend aussi la mise en question de notre statu quo actuel en matière de politique de sécurité. [...] Et enfin, cela comprend également notre disposition à exploiter, de concert avec

nos alliés et partenaires, toute la panoplie des moyens militaires quand c'est nécessaire.»

### ... mais plus de Charte des Nations Unies

Signalons tout de même que dans son exposé, la ministre n'a fait aucune mention de la *Charte des Nations Unies* et de l'égalité des droits de tous les Etats souverains du monde, du devoir de paix pour tous les Etats et les peuples, et de la proscription de la guerre. •

### Von der Leyen: «L'Europe doit utiliser le langage de la force»

*Ursula von der Leyen*, prédécesseure d'Annegret Kramp-Karrenbauer au poste de ministre allemande de la Défense et désormais nouvelle présidente de la Commission européenne, a prononcé le 7 novembre à Berlin devant la Fondation Konrad Adenauer son premier discours-programme dans sa nouvelle fonction. L'une de ses déclarations souvent citées est la suivante: «L'Europe doit apprendre à utiliser le langage de la force.»

# «On reste ici!» – Le 9 novembre 1989 à Jüterbog

par Henrik Schulze\*

En 1989, l'année de la chute du Mur, j'occupais depuis près de cinq ans dans la ville de Jüterbog, dans le Brandebourg, les fonctions d'historien local et d'écrivain de l'histoire de la ville. En plus des recherches sur les faits marquants de l'histoire de la ville, l'occasion de vivre et de documenter un bouleversement politique révolutionnaire se présentait soudain. Des élections municipales avaient eu lieu le 7 mai, et cela pour la première fois, officiellement sous le regard vigilant des groupes d'opposition. Je notai secrètement toutes les preuves de fraude électorale qu'on pouvait trouver à Jüterbog et les cachai dans des dossiers sur l'histoire du Moyen-Âge. Il fallait toujours s'attendre à une visite inopinée d'enquêteurs.

Les dirigeants communistes croyaient consolider leur régime au travers de divers stratagèmes électoraux. Mais comme cela devait se révéler par la suite, ils avaient creusé leur propre tombe. Il semble exister un principe historique selon lequel les régimes au bord de l'écroulement sont condamnés à ne faire que des erreurs.

## Ouverture des frontières hongroises

A compter du second semestre de 1989, le pouvoir étatique de la RDA s'affaiblit rapidement et à partir du mois d'août, la Hongrie ouvrit ses frontières vers l'Ouest. Le 7 octobre 1989 eut lieu le 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA, qui devait être célébré de manière spectaculaire. Cependant, ce ne fut pas le bonheur. Le 2 octobre, le Bureau de la police du peuple de Jüterbog nota que «certains citoyens [...] n'avaient pas regagné la RDA après un voyage privé en RPH (Abréviation pour la République populaire de Hongrie)». Il y eut des constatations administratives similaires les 4, 11, 14, 26 et 27 octobre. Lorsque le 4 octobre, on abrogea temporairement la circulation sans visa ni passeport avec la République populaire de Tchécoslovaquie, il ne restait plus de frontières extérieures que les citoyens de la RDA pouvaient franchir légalement.

## Premières manifestations à Jüterbog

A Leipzig d'abord, puis dans un nombre croissant de villes, les gens descendirent dans la rue pour manifester contre les injustices et en faveur de la défense des droits démocratiques fondamentaux. Le 30 octobre, une première petite manifestation eut lieu à Jüterbog, à laquelle participèrent environ 40 jeunes. Jüterbog était une ville qui comptait alors environ 15 000 habitants et autour de laquelle étaient stationnés plus de 40 000 soldats soviétiques. Mais contrairement à ce qui s'était passé lors du soulèvement populaire du 17 juin 1953, les chars soviétiques restèrent dans leurs hangars.

Les dirigeants de la SED [Parti socialiste unifié d'Allemagne] comprirent rapidement que le «grand frère», comme on appelait



(photo Keystone)

l'Union soviétique à l'époque, les laisserait seuls. Les camarades de la RDA étaient perdus. Il y eut encore quelques vellétés de lutte. Au matin du 31 octobre, le secrétaire à l'Agitprop de la SED se targua auprès de la Direction du district de Jüterbog de vouloir mettre fin de manière efficace aux activités des groupes religieux d'opposition le soir même.

Afin de mieux contrôler les conflits politiques, la SED avait choisi comme mot d'ordre: «On libère la rue, on rentre dans les salles!» Mais les choses ne se passèrent pas ainsi. La soirée spéciale dans le restaurant «Central» avait rassemblé plus de 2000 personnes que la salle ne pouvait contenir. On se déplaça alors rapidement sur la Place du Marché devant l'Hôtel de ville. Là, il y eut de longs débats qui restèrent pacifiques. Ce qu'heureusement les citoyens ignoraient, c'est que la direction opérationnelle du SED local avait mis sur le qui-vive ses «groupes de combat de la classe ouvrière», une milice paramilitaire. Cachés dans leurs locaux disséminés tout autour de la Place du marché, ils se tenaient en alerte avec leurs pistolets mitrailleurs. Le commandement des «camarades combattants» revenait d'office au Premier secrétaire de la direction du SED local, qui était alors une femme, entrée en fonction peu de temps auparavant. Après l'adhésion de la RDA à la RFA, elle est devenue membre du PDS (Parti démocrate-socialiste) et a siégé au Bundestag pendant plusieurs années. Actuellement, elle siège toujours à l'Assemblée municipale pour le parti de gauche *Die Linke*.

## Le droit de voyager comme revendication principale

Après que plus d'un demi-million de personnes se furent réunies le 4 novembre à Berlin pour la plus grande manifestation de l'histoire de la RDA, quelques 6500 personnes se rassemblèrent le lendemain à Jüterbog – également un record historique. Les appels à la liberté et à davantage de démocratie devinrent de plus en plus audacieux, dirigés contre la toute puissance du SED. On pouvait lire les revendications des manifestants sur leurs banderoles. On pouvait également voir un certain nombre de portraits de *Mikhaïl Gorbatchev*, sur qui se fondaient tous les espoirs. A l'époque, on n'évoquait pas encore des thèmes tels que l'économie de marché et l'unité allemande. Le désir le plus manifeste était le droit de voyager librement.

## Le 9 novembre à Jüterbog

Afin de discuter objectivement les questions à débattre, on organisa un forum présidé par l'Eglise protestante. Celui-ci eut lieu le jour historique du 9 novembre. Ce soir-là, l'Eglise Nikolaï de Jüterbog, l'une des plus grandes églises réformées entre Berlin et Leipzig, fut occupée jusqu'à la dernière place par un bon millier de personnes. Dans les derniers rangs, il n'y avait plus que des places debout. Le slogan de la soirée était à la mémoire du 9 novembre 1938: «Les Juifs et les autres persécutés du pouvoir étatique».

Devant l'autel, on avait installé une table comme pour un répertoire. C'était là que siégeaient le délégué du Conseil régional

aux Affaires intérieures, le chef du service d'arrondissement du *Ministère de la Sécurité de l'Etat* (ce qu'on appelle aujourd'hui la «Stasi»), le chef du service de police de l'arrondissement (VPKA) et bien d'autres. Une partie des fonctionnaires et des officiers étaient venus contre la volonté du Conseil de la direction du SED. Grâce à la prudente médiation du pasteur de l'église Nikolaï, ceux qui étaient présents à la réunion purent se décharger de leurs frustrations envers la domination exercée par la SED. Les récits des destins de plusieurs personnes furent présentés. Les responsables du Comité s'efforcèrent de faire preuve de compréhension et tentèrent de se rapprocher du peuple. Et puis il se produisit un mouvement de foule à la porte d'entrée, qui fut d'abord à peine perceptible dans la salle. Soudain, l'un des derniers arrivants s'écria: «Les frontières sont ouvertes! Nous arrivons tout juste de Berlin-Ouest!», et souleva bien haut des sacs à provisions *Aldi*. De la nef de l'église, quelqu'un s'écria: «On reste ici!», et fut spontanément applaudi par le public. Ce que cela signifiait, c'était qu'on mènerait d'abord nos affaires à bien ici. Peut-être que cela voulait aussi dire: «Nous restons ici, dans ce pays»...

Il se produisit néanmoins une véritable hémorragie. Entre le début de l'année et la date du 31 octobre, 131 personnes de la municipalité de Jüterbog avaient quitté le pays en direction de l'Ouest. En novembre, il y en eut 192 supplémentaires. Parmi ceux-ci, on comptait quatre médecins et trois dentistes.

## Le début de la fin pour l'économie de la RDA

Craignant une faillite économique, les gens, comme pris de panique, se ruèrent dans les magasins de l'Etat pour y faire leurs courses. Alors que le chiffre d'affaires mensuel du commerce de détail était d'ordinaire d'environ 6,8 millions de marks allemands, il était passé à 9,2 millions en novembre avant de chuter rapidement, parce que tout le monde voulait acheter des produits occidentaux. Ce fut le début de la fin de l'économie de la RDA.

L'année 1990 débuta avec la campagne électorale et aboutit finalement, le 3 octobre 1990, à l'adhésion de la RDA au champ d'application de la Loi fondamentale (LF) de la République d'Allemagne fédérale, sur la base d'un article 23 qui à vrai dire avait déjà été supprimé de la Loi fondamentale le 29 septembre. Ce que beaucoup espéraient – à savoir la création d'une Constitution débattue par le peuple et votée par référendum – fut écarté en faveur de l'ancienne Constitution allemande. Bonn ne voulut pas prendre de risques, et n'y était probablement pas autorisée, car cela aurait ébranlé les prérogatives des puissances victorieuses.

## Chômage de masse et corruption

L'euphorie des fêtes de la réunification fit place à la désillusion. Pour beaucoup, l'impression était celle d'une «occupation ennemie» de la RDA. Sur le plan économique, c'était la *Treuhandanstalt* qui était compétente, un terme aujourd'hui encore largement négatif en Allemagne de l'Est. Il est lié à des fermetures d'usines non pas dues uniquement

à des installations vétustes: il s'agit souvent juste d'éliminer un concurrent du marché. On peut citer d'autres mots-clés: le chômage de masse et les cas flagrants de corruption.

La plupart des postes clés de l'Etat, de la justice et des médias furent occupés par des Allemands de l'Ouest. Le mot de «clientélisme» était à la mode dans les années 90. Par exemple, les rédactions locales d'un journal régional n'avaient plus que deux postes attribués provisoirement à des Allemands de l'Est. Les journalistes ouest-allemands expliquèrent aux anciens citoyens de la RDA quelle avait été autrefois leur vie en RDA.

Parmi les fonctionnaires, il semble qu'on convainquit assez souvent des personnes de s'installer à l'Est, dont on ne savait pas que faire dans l'ancienne administration. Par la suite, d'innombrables scandales éclatèrent au grand jour, entre autres parce que le montant de la prime de transfert à l'Est, qu'on appelait avec mépris l'«argent de la brousse», n'était pas assez élevée pour les «mutés». Les notes de frais surréalistes des déplacements des hauts fonctionnaires ont longtemps occupé les tribunaux.

## Exode parmi les jeunes

Les contraintes économiques firent des ravages, ceux qui étaient mobiles et flexibles allèrent là où on pouvait gagner de l'argent. Outre les anciens Länder allemands, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas ou encore la Scandinavie furent les principaux objectifs des jeunes. La population des villes diminua de près d'un tiers, alors que la périphérie immédiate de Berlin, cette banlieue qu'on appelait «Speckgürtel» [= ceinture de lard], était en plein essor et que la province éloignée s'appauvriissait.

Et pourtant, la ville de Jüterbog s'est visiblement embellie. Plus aucune fumée de chauffage au lignite ne pollue l'air pendant l'hiver. Les façades des maisons sont recouvertes de couleurs vives. On a visiblement refait les trottoirs et les rues. Alors que la possession d'un téléphone était un privilège extraordinaire en RDA, tous les appartements ont été raccordés en un temps record. On s'habitue rapidement à des accomplissements qui étaient auparavant inaccessibles.

## Aggravation de la crise politique depuis 2015

Au cours de la deuxième décennie ayant suivi l'unification allemande, le pays aurait pu s'installer dans la satisfaction. Mais au plus tard depuis 2015 et la crise dite des «réfugiés», le pays s'est trouvé confronté à une crise politique grandissante. Le terme «RDA 2.0» a fait la une. *Bärbel Bohley*, ancienne activiste de la RDA décédée en 2010, prédisait déjà peu de temps après l'effondrement de son pays: «On le transformera un peu pour qu'il s'adapte à une société occidentale libérale. On n'empêchera pas automatiquement tous les troubles-fêtes. Il y a d'autres moyens plus sophistiqués pour neutraliser les gens. Mais les interdictions secrètes, la surveillance, la suspicion, la peur, l'isolement et l'exclusion, la dénonciation systématique et le musellement de ceux qui ne s'adaptent pas – cela reviendra, croyez-moi. On créera des systèmes beaucoup plus efficaces et plus sophistiqués que la Stasi. On verra revenir les mensonges incessants, la désinformation, le brouillard où tout perd ses contours.»

## L'église protestante évangélique en tant qu'organe «bien-pensant» de l'Etat

L'Eglise protestante, qui était en 1989 un bouclier de l'opposition et le précurseur de la révolution pacifique, apparaît désormais comme un organe étatique «loyal», chassant lui-même les opposants et les dissidents politiques. Récemment, un évêque protestant a été amené à démissionner parce qu'il faisait partie d'un mouvement «réactionnaire» d'étudiants et qu'il aurait écrit dans sa jeunesse des articles «de droite». L'Eglise paie un lourd tribut pour cette relation étroite avec le gouvernement *Merkel* sous la forme de centaines de milliers de démissions. Dans le Land de Brandebourg, le taux des membres de l'Eglise protestante au sein de la population a chuté de 20% à 15% entre 2004 et 2017 et continue à baisser.

Suite page 8

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale, CH-8000 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

# «Qu'on dessine l'être humain tel qu'il est, son âme sera toujours inhérente»

## Exposition des œuvres de Wilhelm Leibl au Kunsthaus de Zurich

par Urs Knoblauch, journaliste culturel, Fruthwilen

Le Kunsthaus de Zurich montre la première rétrospective suisse consacrée à l'œuvre du peintre Wilhelm Leibl (1844–1900). Le leitmotiv de l'exposition est «Bien voir – tout est là» [«Gut sehen ist alles»]. On aborde ainsi la recherche et la représentation de la «véracité naturelle» [«Naturwahrheit»], l'intention principale du réalisme du XIX<sup>e</sup> siècle. Né à Cologne, le peintre est considéré comme l'un des plus importants représentants de cette conception artistique développée dans toute l'Europe et dans les associations de peintres. Suite au développement de la vie moderne dans la grande ville, une nouvelle estime de la vie paysanne et de l'être humain se développa. L'œuvre relativement restreint de Leibl présente dans ce contexte un grand trésor. L'artiste mourut déjà à 56 ans. Il fut reconnu jeune en tant qu'artiste. Il participa à de nombreuses expositions internationales, ses portraits et représentations très réalistes de personnes humaines trouvèrent accès dans les collections publiques malgré les prix élevés. La grande contribution de Wilhelm Leibl fut de saisir plus précisément la «véracité naturelle», la dimension de l'âme et les plus fines émotions des êtres humains dans ses magnifiques portraits et ses figures peintes. A travers cette exposition, on redécouvrira certainement l'artiste.

L'idée fut développée par le directeur du Kunsthaus Christoph Becker et le curateur Bernhard von Waldkirch, il y a dix ans déjà et l'exposition a été réalisée récemment en coopération avec Marianne von Manstein. L'accent est mis sur les portraits, les intérieurs avec les représentations de personnes issues du cercle d'amis et de personnes vivant à la campagne. On peut admirer les 40 tableaux et les 60 dessins, classés par thèmes et merveilleusement présentés, dans six salles de collection dans une ambiance correspondante au style architectural du musée construit au début des années 1900 par Karl Moser. Ainsi, l'exposition éveille une impression d'une admirable œuvre d'ensemble avec les peintures similaires présentées dans les autres salles du musée. Des textes accompagnant les œuvres et un excellent catalogue font de la visite une expérience culturelle précieuse.

### Maîtrise précoce, études artistiques stimulantes, modèles et premiers succès

Wilhelm Maria Hubertus Leibl naît en 1844 à Cologne comme cinquième des six enfants de Karl Leibl, chef d'orchestre à la cathédrale et de sa femme Gertrud (née Lemper). Déjà en tant qu'élève apparaissent son intérêt pour le dessin et son talent. Après avoir abandonné un apprentissage de serrurier, il obtient ses premières leçons de dessin et de peinture chez un artiste de Cologne. On remarque chez lui très tôt l'influence des parents musiciens. Le fils accompagne souvent le père à l'église, où



«Die Dorfpolitiker» [Les politiciens du village], 1877. (Kunst Museum Winterthur Stiftung Oskar Reinhart)

l'atmosphère particulière et la musique laisseront des impressions marquantes. Il pourra approfondir sa formation artistique à partir de 1861 chez le peintre en histoire et critique de l'art Hermann Becker. Il commence à faire des portraits remarquables de sa famille et de ses proches. En 1863, Wilhelm Leibl est admis à la célèbre Académie des Beaux-Arts de Munich et débute ses études d'art classique. Dans une lettre à ses parents, il écrit: «Je n'ai pas beaucoup à dire de mes occupations, elles consistent à se rendre chaque jour, à 8 heures du matin, à l'académie et d'y dessiner dans la salle des antiquités des têtes et des corps en argile; il n'est pas permis de travailler en même temps dans la classe de peinture et je crois que le dessin m'est pour le moment plus utile [...]. Le soir, nous écoutons des cours magistraux sur l'histoire de l'art, la perspective et l'anatomie. De 17 à 19 heures, on dessine des représentations de corps nus.» (catalogue, p. 114) Il acquiert une base importante en copiant et étudiant les grands peintres (Rembrandt, Rubens, Hals, Holbein, van Dyck, Velasquez) dans l'Ancienne Pinacothèque. On commence à connaître cet étudiant en art très appliqué grâce à des travaux particuliers accomplis en tant qu'élève de l'Académie de Munich. Il se lie d'amitié avec Johann Sperl, Theodor Alt et d'autres collègues d'étude, un cercle de discussion et d'amitié se forme dans un café de Munich. Bientôt, son professeur lui fait connaître le nouvel art français. En 1869, le jeune artiste peut déjà exposer quatre œuvres lors de la 1<sup>re</sup> Exposition internationale d'art dans le Palais de verre. Les

textes divergents et bloquer définitivement les utilisateurs récalcitrants. Que ce soit par inadvertance ou intentionnellement, le commentaire ironique suivant a été toléré et publié sur le site du magazine Focus: «On peut bien sûr exprimer son avis, c'est même un droit garanti par la Loi fondamentale, pour autant que ce soit «le bon»; quant à savoir lequel est «le bon», c'est très simple, il doit être conforme à l'opinion dominante et le public doit être le bon, donc essentiellement composé de moutons victimes de lavage de cerveau!»

Pendant la période de l'effondrement de la RDA déjà, j'ai documenté des faits importants, j'ai photographié des rassemblements et des manifestations et, avant même l'introduction du mark allemand, j'ai moi-même édité une petite brochure qui rappelle tout ce qui s'est passé. Peut-être le destin voudra-t-il qu'il me soit encore une fois donnée l'occasion d'enregistrer de tels événements historiques de l'intérieur et de témoigner pour la postérité.

(Traduction Horizons et débats)

œuvres des peintres de son temps et des réalistes Gustave Courbet et Jean-François Mille l'impressionnent. Lorsque Courbet visite l'exposition à Munich, il s'enthousiasme pour le jeune Leibl et l'invite à Paris, où il lui offre la possibilité de travailler dans un atelier. Il fait la connaissance des artistes du réalisme et de la «peinture sur motif» naissante des «peintres de Barbizon». En 1870, il est invité au célèbre «Salon de peinture et de sculpture» parisien et obtient pour son «Portrait de Madame Gedon» exposé, sa première médaille d'or. Au début de la guerre de 1870/71, le peintre doit retourner en Allemagne.

Au cours des années suivantes, l'artiste participe à de nombreuses expositions et réalise des commandes. Il reste lié d'amitié pendant toute sa vie avec son ami Sperl. Une tragique histoire d'amour, liée à un enfant mort en bas âge, est un coup dur du destin.

### Proche des gens: recherche de la «véracité naturelle» et de la vie réelle à la campagne

L'industrialisation naissante et l'urbanisation rapide poussèrent le peintre et chasseur passionné avec ses amis artistes du «cercle de Leibl» à s'installer à la campagne dès 1873. C'est là qu'ils trouvent les modèles naturels, les personnes que Leibl dépeignait avec une si grande maîtrise, jusqu'aux expressions de l'âme les plus fines dans une grande «véracité naturelle». L'œuvre particulièrement belle «Leibl und Sperl auf der Jagd» [Leibl et Sperl à la chasse] (vers 1888) montre le lien amical entre les deux peintres: les personnes ont été peintes par Leibl, le paysage par Sperl dans un tableau commun.

L'exposition présente des dessins, des portraits et des peintures de personnes particulièrement impressionnants, toujours représentés dans un cadre spatial et humains dans une atmosphère de lumière et d'ombre. La base de cette «vision réelle» sont ses liens naturels avec ses semblables ainsi que son observation méticuleuse et patiente de ses modèles, généralement pendant de nombreuses séances épuisantes, également pour les modèles.

Dans une lettre à un historien de l'art, il écrit: «Qu'on dessine l'être humain tel qu'il est, son âme sera toujours inhérente». (p. 154) Il aborde ainsi la dimension psychologique, l'état d'esprit, le sentiment émotionnel et interpersonnel, l'interaction de la vie émotionnelle intérieure de l'artiste et du modèle se reflétant dans l'expression du visage, les gestes et la posture. La maîtrise de Leibl se reconnaît dans les subtilités, dans le contact visuel des modèles avec l'observateur, dans la réflexion ou dans un travail ménager accompli de manière concentrée. Les images reflètent

les multiples lieux de vie ainsi que leur vérité de vie respectueuse et provoquent une transmission émotionnelle intensive. Dans la Kunsthalle de Hambourg se trouve la célèbre œuvre «Drei Frauen in der Kirche» [Trois femmes dans l'église] qui avait profondément touché van Gogh. A Zurich, on peut admirer l'œuvre tout aussi importante, une peinture à l'huile grand format, «Die Dorfpolitiker» [Les politiciens du village] (1877), prêtée par le Musée des Beaux-Arts de Winterthur fondation Oskar Reinhart (cf. illustration). L'objectif principal de Leibl, de peindre la vie extérieure et intérieure des gens selon la «vision réelle» y est particulièrement impressionnant. La peinture montre cinq hommes se consultant entre eux. Ils cherchent une solution à un problème plus ou moins important en délibérant ensemble. Le 3 juin 1876, l'artiste décrit la scène dans une lettre à sa mère, avec laquelle il était très souvent en contact: «Mon tableau montre cinq fermiers rassemblés dans une petite pièce, probablement à cause d'une affaire communale, car l'un d'eux tient en main un papier ressemblant à un vieux cadastre. Ce sont de réels paysans, parce que je les peins tous aussi fidèlement que possible et selon la nature, la pièce est égale-

ment celle que le tableau montre, parce que je le peins dans cette pièce, par la fenêtre on voit un bout du lac Ammersee.» (p. 162) Leibl souligne que ce sont de «réels paysans». Avec cette scène humainement touchante, il entraîne le spectateur dans une dimension éthico-politique, dans le monde de tous les jours et une possible voie vers une coopération pacifique au sens du bien commun. Bernhard von Waldkirch se réfère à une déclaration de l'historien de l'art Eberhard Ruhmer soulignant que pour Leibl l'art est «avant tout une tâche éthique», car «son objet est la vérité» (p. 36). Les œuvres de Wilhelm Leibl et l'exposition font référence à de nombreux artistes. Il y a des points de contact particuliers avec les peintures du grand peintre suisse Albert Anker, dont le réalisme intègre de manière particulièrement impressionnante la dimension socio-éthique.

Tout au long de l'histoire, l'art a également été abusé ou dévalorisé à maintes reprises par des contrevérités et des préjugés. Ainsi, les nationaux-socialistes ont également tenté d'instrumentaliser certains motifs de l'artiste Leibl pour leur idéologie criminelle. Cette exposition apporte également une contribution méritoire à un débat culturel véritable, objectif, juste et à un engagement socio-éthique. Cela correspond tout à fait aux vœux de Leibl: «Je souhaite uniquement que la recherche de la véracité naturelle et de l'authenticité artistique, que j'utilise pour mes œuvres, soit transplantée dans les générations futures.»

(Traduction Horizons et débats)

L'exposition est visible jusqu'au 19 janvier 2020. Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Kunsthaus de Zurich: tel. +41 44 253 84 84 ou [www.kunsthaus.ch](http://www.kunsthaus.ch)



ISBN 978-3-7774-3386-8

«On reste ici!» ...  
suite de la page 7

### Appels à signaler des citoyens politiquement suspects

Entre-temps, des appels ont été lancés, même de la part des pouvoirs publics, pour dénoncer – ce qui est également possible de manière anonyme – les citoyens politiquement suspects. Le journal «Welt» l'a reconnu en mai dernier: seul un Allemand sur cinq se sent libre d'exprimer ses opinions en public. Les questions concernant les réfugiés et l'Islam sont des sujets tabous. Dans un sondage, le Mitteldeutsche Rundfunk (MDR, Radio-Thuringe) a demandé: «Quels sont les sujets sensibles où l'on peut facilement se brûler les doigts si l'on en parle?» 71% des personnes interrogées ont opté pour le thème des réfugiés, 66% pour celui des musulmans et de l'Islam.

D'innombrables censeurs travaillent jour et nuit pour contrôler les pages de commentaires en ligne des mass-médias, effacer les